Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article114>

Maroc - Les travailleurs de Gouvernec toujours en sit-in

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2008

Mis à jour le : dimanche 15 juin 2008

UGTG.org

[{JPEG}] Les travailleurs de la société Gouvernec sise à Mohammedia (ex-Fédala), sont toujours en sit-in devant l'usine spécialisée dans l'emballage métallique.

Des dizaines de personnes attendent de pied ferme devant l'usine où ils ont travaillé pendant une trentaine d'années. Aujourd'hui, ils se retrouvent de l'autre côté du grillage. Ce qu'ils veulent, c'est tout simplement recouvrer leurs droits. Ils réclament leurs arriérés de salaires. 600 millions de centimes telle est la somme que leur patron se doit de leur verser.

Les ouvriers qui se croyaient en situation régulière se sont retrouvés du jour au lendemain dans l'incertitude. Ils ont découvert que leur patron ne versait pas aux services concernés les cotisations salariales qu'il leur prélevait.

Du coup, ces employés qui ont passé leur vie à trimmer se sont rendu compte que leurs droits ont été bafoués : L'accès à l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire) n'est pas possible à titre d'exemple. Les cotisations et autres retenues pour les caisses sociales à « CNSS » (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et de retraites à « CIMR » (Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites) n'ont pas été versées depuis 2002 ; ils ne bénéficient pas de couverture médicale ni d'assurance sur les accidents de travail depuis 2004 ; leur 13^e mois (255 heures par an) a été supprimé

Tout comme la prime de l'année d'Aïd el Kabir (Fête de mouton) depuis 2004 de l'octroi des deux tenues de travail par an ; les retenues sur salaires n'ont pas été versées aux anciens (EQDOM) Les ouvriers, qui ont déposé 11 requêtes auprès du tribunal contre le patron, se sont adressés au Premier ministre, aux ministres respectifs de l'Intérieur, de l'Emploi, du Développement social, au CCDH (Conseil Consultatif des Droits de l'Homme) , à « Diwane Al Madalim » , au procureur du Roi, au syndic, au délégué provincial du ministère du Travail En vain.

Les travailleurs observent un sit-in devant l'usine depuis le 10 décembre. Ils demandent la régularisation de leur situation avec les organismes sociaux et la retraite. Ils veulent aussi reprendre leur travail et attendent impatiemment le redémarrage de l'activité de l'usine mais dans des conditions déplorables sachant que Gouvernec n'a pas de problème de débouchés. Leur but est tant de pouvoir payer leur loyer, l'école pour leurs enfants, les factures qui s'accumulent, leurs dettes et les soins pour leur famille.

Le patron, quant à lui, fait la sourde oreille devant ces doléances. Il a déjà des antécédents en la matière. Dans le passé, il a foulé les droits des dizaines d'ouvriers de son usine de « tuilerie » à Mohammedia, puis ceux des salariés de l'usine Somarobinet. Il veut se débarrasser coûte que coûte de la main-d'œuvre à « vieillie » sans engager des frais et effacer l'ardoise de ses dettes. Alors que ses victimes endurent les affres de la vie, lui, il continue à s'enrichir dans l'immobilier, l'agriculture, la finance entre autres.

Données sur Gouvernec : SA, créée aux environs de 1936, sise Avenue Hassan II, Mohammedia.

[-] Fabrique les boîtes d'emballage métalliques (une partie commercialisée localement, l'autre exportée). Il faut souligner que Carnaud et Gouvernec se partagent pratiquement le marché national

[-] En 2004 : la société disposait de 246 salariés, aujourd'hui il n'en reste que 146 dont un tiers de femmes.

[...] Gouvernec appartient aujourd'hui à une des riches et affairistes-famille de Mohammedia dont les activités sont multiples : finance (un des constituants de la BMAO « Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient »), industrie (exemple de Somarobinet , Gouvernec), agriculture, immobilier.

[Le site de AMDH](#)

Post-scriptum :

Ali Fkir : ALI FKIR : Prof. universitaire retraité, membre fondateur du mouvement Marxiste-Léniniste marocain illal Amam ' En Avant ', syndicaliste du SNESUP-Maroc, militant de AMDH (Association Marocaine des Droits Humains). ALI FKIR a passé 17 ans derrière les barreaux avec M. ABRAHAM SERFATY et ses compagnons.

AMDH : Association Marocaine des Droits Humains, ONG constituée en juin 1979, reconnue d'utilité publique, vouée à la défense et la promotion des droits humains au Maroc, affiliée à la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme). Actuellement elle dispose de 73 sections locales et 8 sections régionales et compte 8.000 membres environ dont un sixième de femmes.